



**PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 191 DU 22 JANVIER 2026
portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société POLYCOR France
pour exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Chassagne-Montrachet

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 512-20 et R. 181-45 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Chassagne-Montrachet ;

Vu le rapport du 08 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 décembre 2025 en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'installation est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé prescrit :

« Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. »

CONSIDÉRANT que par dérogation à l'arrêté ministériel susvisé, l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 prescrit :

« Après réalisation de la découverte, l'extraction des matériaux est réalisée en 2 temps :

- Extraction des matériaux stériles de découverte par tirs de mines en laissant en place un gradin d'une hauteur ne pouvant excéder 22 m, séparés par une banquette d'une largeur minimale de 12 m. A défaut, les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, et les banquettes correspondantes posséderont une largeur au moins égale à la moitié de la hauteur du front les surplombant. » ;

CONSIDÉRANT que par dérogation à l'arrêté ministériel susvisé, l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 prescrit :

« A) La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions générales décrites dans le dossier (Voir Plan annexe 4) :

[...]

En pied du front de découverte, une banquette intermédiaire de 10 m de large est conservée. Dans la zone Sud pouvant bénéficier d'un front de découverte d'une hauteur jusqu'à 22 m, la banquette correspondante aura une largeur minimum de 12 m, et le gradin sera taluté pour former un cône d'éboulis butant sur le cordon de terre végétale préalablement en place. » ;

CONSIDÉRANT que l'Inspection des installations classées a constaté à plusieurs reprises, et notamment lors de la visite d'inspection du 13 novembre 2025, que le front de découverte ouest de la zone sud de la carrière présente des traces d'instabilité, et donc que la stabilité à moyen et long terme de ce front n'est plus garantie ;

CONSIDÉRANT que malgré les demandes de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis d'étude de stabilité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la stabilité des terrains associés à ce front ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, les prescriptions de l'article 11.6 de l'arrêté ministériel relative à la stabilité ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que la hauteur de front dérogatoire à l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, prescrit par l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 pourrait donc être remise en cause ;

CONSIDÉRANT par ailleurs qu'il est constaté le 13 novembre 2025 que :

- la largeur de la banquette située à l'interface entre la découverte et le banc marbrier est inférieure à 12 m sur environ 20 m de front. Elle est de 10 m au niveau du décroché du banc marbrier (à la cote 321 m NGF), quelques mètres plus au sud de l'éboulis de la découverte
- la hauteur du front du banc marbrier atteint environ 17 m. La zone concernée par cette hauteur de front s'étend du décroché mentionné plus haut vers le nord, sur environ 20 m.

CONSIDÉRANT que les prescriptions relatives à la taille des gradins et des banquettes de l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de connaître l'état de stabilité de ces fronts dans le cadre de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Identification

La société POLYCOR France dont le siège social est situé au lieu-dit Les Carrières, 89440 MASSANGIS, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Chassagne-Montrachet, au 10 rue des Carrières, une carrière à ciel ouvert, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Étude géotechnique

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournira à l'Inspection des installations classées une étude géotechnique de la stabilité (à court, moyen et long terme) des terrains concernés par le front de découverte ouest de la zone sud de la carrière.

Dans le cas où la stabilité de ces terrains ne serait pas garantie, l'étude sera accompagnée de solutions, techniquement et économiquement réalisables, permettant de revenir en conformité et d'un calendrier de mise en œuvre.

ARTICLE 3 : Mise en œuvre

L'exploitant met en œuvre la solution qu'il retient afin d'assurer la stabilité des terrains concernés selon le calendrier susmentionné. Cette mise en œuvre débute au plus tard dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté (sauf applicabilité d'une procédure administrative préalable devant dès lors être engagée sous ce même délai de 9 mois).

ARTICLE 4 : Mesures préventives

Sans préjudice de la sécurité des travailleurs, dans le cas où la stabilité des terrains ne serait pas garantie, l'exploitant prend sans délai toutes dispositions adaptées pour assurer la sécurité des tiers, sur et hors site. Il en informe l'administration.

ARTICLE 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société POLYCOR France.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d’un recours déposé via l’application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d’Or, le Directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement, l’inspection des installations classées pour la protection de l’environnement et le maire de la commune de Chassagne-Montrachet sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire général

SIGNÉ

Denis BRUEL